

ENQUETE PUBLIQUE
SUR LE PROJET DE MODIFICATION N°12 DU PLAN LOCAL
D'URBANISME DE LA COMMUNE DE CEBAZAT
DU 20 avril au 20 mai 2015

RAPPORT

Madame Claude COINTET-HAUTIER
Sous-préfet honoraire
Commissaire-Enquêteur

RAPPORT DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR

I – Généralités

- 1.1 Préambule
- 1.2 Objet de l'enquête
- 1.3 Cadre juridique
- 1.4 Composition du dossier

II – Organisation et déroulement de l'enquête

- 2.1 Désignation du commissaire-enquêteur
- 2.2 Modalités de l'enquête publique
- 2.3 Information du public – publicité
- 2.4 Permanences du commissaire-enquêteur
- 2.5 Climat de l'enquête
- 2.6 Clôture de l'enquête
- 2.7 Notification du procès-verbal et observations

III - Examen des observations recueillies

- 3.1 Avis du public

IV – Pièces annexes

- 4.1 Arrêté du maire de Cébazat engageant la modification du plan local d'urbanisme en date du 19 février 2015
- 4.2 Demande de désignation (25 février 2015) d'un commissaire enquêteur et désignation de celui-ci (5 mars 2015)

- 4.3 Arrêté municipal du 12 mars 2015 prescrivant une enquête publique sur le projet de modification n°12 du plan local d'urbanisme
- 4.4 Arrêté municipal d'ouverture d'enquête du 20 mars 2015
- 4.5 Certificat de publication de l'arrêté municipal d'ouverture d'enquête du 27 mars 2015
- 4.6 Avis d'enquête publique paru dans les journaux :

Première insertions - 31 mars 2015

La Montagne

Paysan d'Auvergne

Deuxième insertions – 21 avril 2015

La Montagne

Paysan d'Auvergne

I – Généralités

1.1 Préambule

Le Plan local d'urbanisme de la commune de Cébazat a été approuvé par délibération du conseil municipal du 22 juin 2006 et a été modifié à de nombreuses reprises.

Cette nouvelle modification, la douzième depuis l'approbation a pour objectif des ajustements sur le parc tertiaire des Montels concernant la délimitation du secteur AUTa, son règlement et les dispositions de l'orientation d'aménagement applicable à ce secteur.

1.2 Objet de l'enquête

Le parc d'activités des Montels est un des sites majeurs d'accueil d'activités économiques mis en place par Clermont Communauté. Le projet d'implantation d'un grand projet tertiaire de niveau régional sur des emprises foncières classées en zone AUT à cheval sur des secteurs AUTa et AUTb nécessite des ajustements réglementaires.

Cette implantation parfaitement conforme à la vocation du parc répond aux objectifs qui ont conduit à la création du parc d'activités des Montels.

1.3 Cadre juridique

Les dispositions du Code de l'Urbanisme retenues pour établir ce projet d'aménagement et de développement durable résultent de l'approbation de la loi n°2003-590 du 22 juillet 2003 dite loi Urbanisme et Habitat.

- Articles L.113-1 à L.123-30 et R.123-1 à R.123-25 du code de l'urbanisme
- Articles L.110 et L.121-1 du code de l'urbanisme
- Articles L.123 et suivants du code de l'environnement
- Loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et la protection de l'environnement
- Loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration entre le public et l'administration
- Décret n°85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 susvisée
- Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement

- Loi SRU n°2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée par la loi Urbanisme et Habitat n°2003-590 du 2 juillet 2003

1.4 Composition du dossier

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces suivantes :

- Arrêté du Maire de Cébazat en date du 19 février 2015 prescrivant le lancement de la procédure de modification n°12 du Plan local d'urbanisme de la commune de Cébazat
- Demande de désignation d'un commissaire enquêteur en date du 20 février 2015
- Décision n°E15000018/63 du 5 mars 2015 de M. le Président du Tribunal Administratif me désignant en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour cette enquête en mairie de Cébazat
- Arrêté du 12 mars 2015 de Monsieur le Maire de Cébazat prescrivant l'ouverture de l'enquête publique
- Avis d'ouverture d'enquête affiché en mairie et mis en ligne sur le site internet de la ville de Cébazat et sur le panneau d'affichage lumineux
- Avis au public paru dans les journaux La Montagne et Le paysan d'Auvergne les 31 mars 2015 et 21 avril 2015
- Dossier enquête comprenant :
Notice explicative, règlement, zonage, orientation d'aménagement

Tous les documents ont été cotés et paraphés par mes soins.

II – Organisation et déroulement de l'enquête

2.1 Désignation du commissaire enquêteur

Par courrier du 20 février 2015, le maire de la commune de Cébazat a saisi M. le Président du Tribunal Administratif.

Par décision du 5 mars 2015, j'ai été désignée commissaire enquêteur titulaire pour conduire cette enquête.

2.2 Modalités de l'enquête publique

Dès ma désignation, j'ai pris contact avec M. le Maire de Cébazat et ses services afin que soient déterminées les modalités de l'enquête.

Par arrêté du 12 mars 2015, M. le Maire de Cébazat a prescrit une enquête publique qui s'est déroulée du lundi 20 avril au mercredi 20 mai inclus soit 31 jours consécutifs. Le dossier étant mis à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture, le commissaire enquêteur a tenu en mairie 4 permanences aux dates et heures suivantes :

- Le 27 avril de 14h à 17h
- Le 6 mai de 9h30 à 12h30
- Le 12 mai de 17h à 17h
- Le 20 mai de 9h30 à 12h30

Un registre a été ouvert côté et paraphé par mes soins conformément à l'article 3 de l'arrêté municipal susvisé.

Ainsi, toutes les personnes intéressées par cette enquête ont pu prendre connaissance du dossier en mairie de Cébazat aux heures d'ouverture et noter leurs observations sur le registre ou les adresser par écrit, en mairie, au commissaire enquêteur conformément à l'article 3 de l'arrêté susvisé.

De même, pendant la durée de l'enquête, le dossier d'enquête a été disponible sur le site de la commune à l'adresse suivante : www.cebazat.fr et les observations ont pu être déposées par courrier électronique envoyé à mairie.direction-generale@cebazat.fr.

2.3 Information du public – publicité

Plusieurs avis ont été publiés au titre des annonces légales dans La Montagne et le Paysan d'Auvergne les 31 mars et 21 avril 2015. Les avis au public ont également été affichés sur les panneaux d'information de la mairie pendant la durée de l'enquête du 20 avril au 20 mai 2015.

Il convient de préciser que cet affichage a été constaté par mes soins à chacune de mes permanences.

2.4 Permanence du commissaire-enquêteur

Je me suis tenue à la disposition du public en mairie de Cébazat :

- Le lundi 27 avril 2015 de 14h à 17h.
Aucune visite, aucune inscription sur le registre de l'enquête
- Le mercredi 6 mai 2015 de 9h30 à 12h30
5 visites, aucune inscription sur le registre
- Le mardi 12 mai 2015 de 14h à 17h
Aucune visite, aucune inscription sur le registre
- Le mercredi 20 mai de 9h30 à 12h30
1 visite, aucune inscription sur le registre

En dehors des permanences, aucune observation n'a été inscrite sur le registre d'enquête.

2.5 Climat de l'enquête

Cette enquête s'est déroulée dans un climat très serein, ce projet n'ayant suscité aucun intérêt particulier de la part de la population.

2.6 Clôture de l'enquête

Conformément à l'article 5 de l'arrêté de Monsieur le Maire de Cébazat, le registre d'enquête a été clos et signé par mes soins le 20 mai 2015.

2.7 Notification des observations au procès-verbal

Conformément à l'article R.123-18 du code de l'environnement, j'ai rencontré, à l'issue de l'enquête, Monsieur le Maire de Cébazat pour lui communiquer les observations orales reçues durant l'enquête.

Les observations sont consignées dans le registre d'enquête annexé au présent rapport.

III - Examen des observations recueillies

3.1 Avis du public

7 habitants de la commune de Cébazat sont venus me rencontrer lors des quatre permanences que j'ai tenues en mairie et ont demandé à consulter le dossier soumis à l'enquête.

Il s'agit de :

Mme Carrusca
M. Dhermant Etienne
M. Guittard
M. Mme Perrony
M. Tixier
M. Perrin

Tous s'inquiétaient de savoir si le projet concernait les parcelles dont ils sont propriétaire sur la commune et surtout si les dites parcelles seraient à terme constructibles.

Aucune des parcelles mentionnées par les différents intervenants ne se trouvaient bien évidemment incluses à proximité du parc tertiaire des Montels.

En conséquence après avoir consulté le dossier et notamment la carte de zonage et après avoir entendu mes explications et commentaires sur le projet soumis à l'enquête, les différentes personnes n'ont pas souhaité mentionner d'observations au registre d'enquête.